

RCS : CAEN Code greffe : 1402

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CAEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2001 B 00649 Numéro SIREN : 440 283 752 Nom ou dénomination : C.S.F.
--

Ce dépôt a été enregistré le 01/09/2020 sous le numéro de dépôt 5071

Greffe du tribunal de commerce de CAEN



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 01/09/2020

Numéro de dépôt : 2020/5071

Déposant :

Nom/dénomination : C.S.F.

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 440 283 752

N° gestion : 2001 B 00649



C.S.F.

SAS au capital de 100.347.710 euros
Siège social : MONDEVILLE (14120) – Z.I. Route de Paris
440 283 752 RCS CAEN

PROCES VERBAL DES DECISIONS DES ASSOCIES DU 30 JUIN 2020

AFFECTATION DU RESULTAT

QUATRIEME DECISION

Les associés, approuvant la proposition du président, décident d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2019, soit **103.729.998,95 euros**, de la manière suivante :

Apurement du poste Report à nouveau débiteur	51.456.641,13 €
Répartition d'un Dividende global (2,60 € x 20.069.542 actions)	52.180.809,20 €
Affectation du solde au poste Autres Réserves	92.548,62 €

Le solde créditeur du poste « Autres réserves » est ainsi porté à 289.557,12 euros.

Le montant du dividende de 52.180.809,20 euros représente un dividende de 2,60 euros par action avant prélèvement forfaitaire non libératoire prévu à l'article 117 quater du code général des impôts et prélèvements sociaux perçus à la source. Il constitue un revenu soumis à l'imposition forfaitaire prévue à l'article 200 A-1 du code général des impôts, ou sur option expresse, irrévocable et globale, au barème progressif de l'impôt sur le revenu en application de l'article 200 A-2 du code général des impôts. En cas d'option, ce dividende constitue un revenu éligible à l'abattement de 40 % visé au 2° du 3 de l'article 158 du code général des impôts, dans les conditions et limites légales et sous la responsabilité des associés.

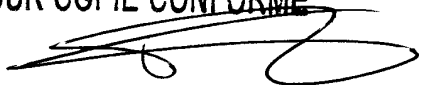
Le dividende est mis en paiement à compter de ce jour.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, les associés prennent acte de ce qu'il leur a été rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ainsi que les revenus éligibles et non éligibles à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du code général des impôts, ont été, par action, les suivants :

Exercice	Dividende distribué	Revenu éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI	Revenu non éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI
2016	4,97 €	4,97 €	/
2017	1,32 €	1,32 €	/
2018	/	/	/

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

POUR COPIE CONFORME





KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

C.S.F. S.A.S.

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

POUR COPIE CONFORME

Exercice clos le 31 décembre 2019
C.S.F. S.A.S.
ZI route de Paris - 14120 Mondeville
Ce rapport contient 35 pages
Référence : AJ-202-083

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à diretoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417





KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

C.S.F. S.A.S.

Siège social : ZI route de Paris - 14120 Mondeville
Capital social : € 100 347 710

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A la collectivité des Associés de la société C.S.F. S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société C.S.F. S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 17 Juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directeur et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre société comptabilise des dépréciations d'actifs sur les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les titres de participations, les stocks et les créances clients, selon les modalités décrites dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 17 Juin 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 29 juin 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

**Adrien
Johner**

Signature numérique
de Adrien Johner
Date : 2020.06.29
12:44:19 +02'00'

Adrien Johner
Associé



Caroline Bruno-Diaz
Associée

COMPTES ANNUELS

SAS CSF
EXERCICE CLOS LE 31/12/2019



COMPTES ANNUELS

1. BILAN AU 31/12/2019

1.1. BILAN ACTIF

Rubriques	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	91 367	91 367		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	61 303	8 264	53 038	50 297
Fonds commercial	406 915 134	158 442 707	248 472 427	261 477 421
Autres immobilisations incorporelles	93 473 635	85 998 079	7 475 557	8 750 642
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	10 912 636		10 912 636	11 192 636
Constructions	1 453 043 783	1 032 595 867	420 447 917	441 741 527
Installations techniques, mat. et outillage	711 362 987	559 374 967	151 988 020	162 165 691
Autres immobilisations corporelles	99 947 858	87 844 321	12 103 537	12 159 998
Immobilisations en cours	61 753 567		61 753 567	40 938 384
Avances et acomptes	839 881		839 881	820 887
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	76 290 978	26 367 626	49 923 352	52 736 685
Créances rattachées à des participations	1 725 423		1 725 423	1 654 813
Autres titres immobilisés	42 629	42 475	154	154
Prêts	218 752		218 752	218 752
Autres immobilisations financières	7 053 522		7 053 522	6 576 487
ACTIF IMMOBILISE	2 923 733 455	1 950 765 673	972 967 783	1 000 484 372
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	662 969 927	17 594 111	645 375 816	639 480 616
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 341 630 820	69 560 541	1 272 070 279	1 188 366 860
Autres créances	986 400 313	4 525 219	981 875 095	851 469 839
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	58 641 491		58 641 491	64 568 490
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	43 241 448		43 241 448	48 070 080
ACTIF CIRCULANT	3 092 883 998	91 679 870	3 001 204 128	2 791 955 885
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	6 016 617 453	2 042 445 543	3 974 171 911	3 792 440 257



1.2. BILAN PASSIF

Rubriques	Exercice au 31/12/2019	Exercice au 31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 100 347 710)	100 347 710	100 347 710
Primes d'émission, de fusion, d'apport	265 228 447	265 234 999
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	10 034 771	10 034 771
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	197 009	197 009
Report à nouveau	-51 456 641	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	103 729 999	-51 456 642
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	87 770 928	86 108 935
CAPITAUX PROPRES	515 852 223	410 466 782
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	57 882 674	52 306 191
Provisions pour charges	135 790 696	142 404 618
PROVISIONS	193 673 370	194 710 808
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 420 305	1 103 845
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	13 908 431	13 239 225
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	67 790	13 779
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 777 109 991	2 683 465 930
Dettes fiscales et sociales	280 309 650	303 787 501
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	71 151 210	45 820 245
Autres dettes	119 821 898	138 932 019
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	857 044	846 890
DETTES	3 264 646 318	3 187 209 434
Ecart de conversion passif		53 232
TOTAL GENERAL	3 974 171 911	3 792 440 257



2. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2019

	France	Exportation	Exercice au 31/12/2019	Exercice au 31/12/2018
Ventes de marchandises	20 560 361 609	71 646 940	20 632 008 549	21 234 453 364
Production vendue de biens	741 349 579		741 349 579	789 715 224
Production vendue de services	183 435 019		183 435 019	181 975 250
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	21 485 146 207	71 646 940	21 556 793 147	22 206 143 838
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			100 495 847	95 435 463
Autres produits			102 763 887	88 770 674
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION			21 760 052 881	22 390 349 974
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			19 178 036 596	19 810 235 516
Variation de stock (marchandises)			-6 302 339	69 859 193
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 291 240 301	1 316 517 623
Impôts, taxes et versements assimilés			79 925 486	84 066 141
Salaires et traitements			540 356 709	562 024 078
Charges sociales			242 781 781	290 416 925
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			130 401 247	135 344 756
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			49 880 773	52 526 811
Dotations aux provisions			58 236 351	39 143 863
Autres charges			29 048 371	22 492 637
CHARGES D'EXPLOITATION			21 593 605 275	22 382 627 544
RESULTAT D'EXPLOITATION			166 447 606	7 722 430
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participations			714 441	400 306
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			16 962	13 062
Autres intérêts et produits assimilés			2 852 006	4 181 226
Reprises sur provisions et transferts de charges			6 712 707	4 991 345
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			10 296 116	9 585 939
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 650 058	7 603 929
Intérêts et charges assimilées			3 632 969	106 285
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			5 283 027	7 710 213
RESULTAT FINANCIER			5 013 088	1 875 725
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			171 460 694	9 598 156



Carrefour



Comptes annuels au 31/12/2019

Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 047 148	8 958 543
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 027 287	4 349 365
Reprises sur provisions et transferts de charges	44 047 712	22 549 903
PRODUITS EXCEPTIONNELS	49 122 147	35 857 811
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	20 131 296	18 057 617
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 933 743	7 162 845
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	50 178 149	110 736 090
CHARGES EXCEPTIONNELLES	75 243 188	135 956 553
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-26 121 041	-100 098 742
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	4 051 741	497 601
Impôts sur les bénéfices	37 557 913	-39 541 546
TOTAL DES PRODUITS	21 819 471 144	22 435 793 724
TOTAL DES CHARGES	21 715 741 145	22 487 250 366
BENEFICE OU PERTE	103 729 999	-51 456 642



Carrefour



ANNEXE COMPTABLE

1. DEROGATIONS AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES

Modifications affectant les méthodes d'évaluation et la présentation des comptes

Aucune dérogation significative aux prescriptions comptables.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



A handwritten signature in black ink.

2. EVENEMENTS CARACTERISTIQUES

Evénements significatifs de l'exercice

La société C.S.F. a procédé à la dissolution par confusion de patrimoine de la société VICIENSE le 02 juillet 2019 et de la société DISEVAL le 1er octobre 2019 : ces deux opérations ont été respectivement réalisées sans rétroactivité comptable.

Evénements importants postérieurs à la clôture

Les impacts des événements récents, post clôture, liés à l'émergence épidémique COVID-19 sont à ce jour difficiles à évaluer, d'autant plus que la situation évolue rapidement et régulièrement.

En tant que distributeur alimentaire, Carrefour, entreprise de première nécessité, a pour priorité d'assurer la continuité de ses activités.

Le groupe se conforme strictement aux règles sanitaires imposées dans chaque pays par les pouvoirs publics et évalue de façon constante les mesures à prendre pour préserver la santé de ses collaborateurs et de ses clients.

L'épidémie de COVID-19 est toujours en cours, sa durée est incertaine et les mesures adoptées en réaction par les autorités publiques (sur le plan national ou local) sont en constante évolution.

Carrefour reste vigilant quant à l'évolution de la situation et ses conséquences.

Il est encore trop tôt à ce stade pour évaluer l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur le Groupe et en particulier sur les comportements d'achat des consommateurs qui peuvent évoluer rapidement, tant localement que dans le temps, en fonction des évolutions de l'épidémie et de la mise en œuvre de mesures locales (telles que le confinement).

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice sont établis en conformité avec les règles comptables définies dans le règlement ANC n° 2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;



7



A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'D' or similar character.

- Indépendance des exercices.

PRINCIPES GENERAUX

- **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les immobilisations, qualifiées d'immobilisations incorporelles qui sont à durée d'utilité définie, sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue.

Les logiciels acquis avant le 1^{er} janvier 2017 sont amortis sur une durée économique de 3 à 4 ans. Fiscalement, ils sont amortis sur 12 mois par un amortissement dérogatoire.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation est **non** limitée sont soumises à un test de dépréciation annuel :

Fonds de commerce de détail : La valeur des fonds est déterminée par une valorisation d'expert ou selon une valeur de marché résultant d'une approche Best in Class fondée sur l'activité, la rentabilité et d'un seuil plancher équivalent à 1 mois de Chiffre d'affaires BIC.

Une provision est constituée si la valeur de marché ainsi déterminée est inférieure à la valeur nette comptable du groupe d'actifs affecté à ce fonds de commerce.

La provision pour dépréciation est imputée en priorité sur les malis, sur les fonds et en dernier lieu sur les actifs corporels composant les fonds.

Les dotations aux provisions pour dépréciations comptabilisées à la clôture de l'exercice sont de : **28 771 429** euros.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie économique probable, soit en mode linéaire, soit en mode dégressif, selon le plan d'amortissement suivant.

- Constructions : 40 ans.
- Agencements et aménagements de construction : 8 à 20 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : 4 à 10 ans.
- Matériel de transport : 5 ans.



A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script.

- Matériel informatique : 3 à 5 ans.
- Mobilier de bureau : 5 à 10 ans.

La différence entre la dotation dégressive et la dotation linéaire est traitée en amortissement dérogatoire.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, l'amortissement est éventuellement complété d'une provision pour dépréciation si la valeur actuelle s'avère inférieure à la valeur nette comptable.

Fonds de commerce de détail : La valeur des fonds est déterminée par une valorisation d'expert ou selon une valeur de marché résultant d'une approche Best in Class fondée sur l'activité, la rentabilité et d'un seuil plancher équivalent à 1 mois de Chiffre d'affaires BIC.

Une provision est constituée si la valeur de marché ainsi déterminée est inférieure à la valeur nette comptable du groupe d'actifs affecté à ce fonds de commerce.

La provision pour dépréciation est imputée en priorité sur les malis, sur les fonds et en dernier lieu sur les actifs corporels composant les fonds.

Les dotations aux provisions comptabilisées à la clôture de l'exercice sont de : **6 454 955 euros**.

- **Participations, autres titres immobilisés**

La valeur brute correspond au coût d'acquisition hors frais accessoires.

Ces actifs sont dépréciés au regard de la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée sur la base de prévisions raisonnables d'exploitation.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- **Malis Techniques**

Les malis techniques ont été reclassés selon la nature de l'actif sous-jacent, soit en immobilisations incorporelles, corporelles ou financières à compter du 1^{er} janvier 2016.

- **Stocks de marchandises**

Le coût de revient des stocks de marchandises correspond au dernier prix d'achat majoré des frais accessoires, méthode adaptée à la rotation rapide des stocks qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode FIFO (« premier entré, premier sorti »).



Carrefour



A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'D' or similar character.

Cette valorisation incorpore l'ensemble des éléments constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues (à l'exception des gains et des pertes de change) et prend également en compte la totalité des conditions obtenues à l'achat de la part des fournisseurs (ristournes et coopérations commerciales).

La valeur net de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé sur la base des perspectives d'écoulement, minoré des coûts additionnels nécessaires à la vente.

Les stocks des activités « grossistes » sont valorisés selon la méthode du Prix de Revient Moyen Pondéré.

Une provision est constituée lorsque le prix de vente probable devient inférieur à la valeur d'inventaire.

La provision pour dépréciation des stocks comptabilisée à la clôture de l'exercice est de **17 594 111 euros**.

- **Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée selon les critères d'antériorité et/ou de situation du débiteur.

- **Achats consommés**

Les frais accessoires d'achats (frais de transport, ...) sont comptabilisés en achats consommés.

- **Parties liées**

Au cours de l'exercice, il n'est intervenu aucune transaction significative non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées sont constituées selon les règles fiscales en vigueur.

- **Provisions pour risques et charges**



A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'D' or similar character.

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

- **Les indemnités de départ à la retraite et les médailles du travail**

Une indemnité de fin de carrière est versée aux salariés partant à la retraite.

Les engagements correspondant aux droits acquis par le personnel à la clôture s'élèvent à 106 218 338 euros et peuvent être couverts par des contrats d'assurance souscrits auprès d'organismes extérieurs. Lorsque ces contrats sont inférieurs au montant total de l'engagement, une provision correspondant à cet écart est comptabilisée au passif du bilan soit **106 218 338** euros.

Le montant de l'engagement se décompose en :

- **96 023 200** euros au titre des engagements de retraite ;
- **10 195 138** euros au titre de la médaille du travail.

L'engagement est calculé annuellement par un actuair, selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : **0.75 %**
- Taux d'évolution des salaires : **2.04 %**
- Taux de charges sociales : **43 %**

L'hypothèse de calcul retenue est basée sur :

- Un départ à l'initiative du salarié ;
- L'âge de départ à la retraite ; Pour les agents de maîtrise, employés, cadres dirigeants et cadres : 61.5 ans pour ceux nés avant 1961 et 62 ans pour les autres.



A handwritten signature in black ink, located at the bottom right of the page.

- **Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi**

Le dispositif de Crédit d'Impôt Compétitivité emploi a été supprimé à effet du 1^{er} janvier 2019. Le nouvel allègement de charge mise en place par la loi de finance 2019 à effet du 1^{er} janvier 2019 en vue de pérenniser l'aide que constituait le CICE est constaté sur la ligne « charges sociales » du compte de résultat.

- **Informations en matière de crédit-bail immobilier**

Les redevances restant à payer ainsi que le prix d'achat résiduel sont :

- Indexés sur la base du dernier indice communiqué par l'établissement prêteur ;
- Actualisés sur la base des taux d'actualisation dépendant de l'année de commencement de contrat.

Lorsque plusieurs dates de levée d'option sont prévues au contrat, le montant des redevances et du prix d'achat restant à payer sont déterminés en fonction de la première date d'option.

NEANT



A handwritten signature in black ink.

4. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Sauf indications contraires, les valeurs mentionnées ci-après sont exprimées en euros.

4.1. ACTIF

4.1.1. Immobilisations incorporelles

	Valeur brute au 31/12/2018	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2019
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Frais établissement	91 367					91 367
Fonds acquis ou reçus	392 887 110	1 280 000		813 890	13 516 179	406 869 400
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	91 071 223	2 966 663		486 340	29 125	93 580 672
TOTAL	484 049 700	4 246 663		1 300 229	13 545 304	500 541 438



Carrefour



4.1.2. Immobilisations corporelles et financières

	Valeur brute au 31/12/2018	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2019
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Terrains	11 192 636		280 000			10 912 636
Constructions sur sol propre	337 479 788	11 763 585		2 499 119		346 744 253
Construction sur sol d'autrui	251 827 243			5 263 063		246 564 181
Instal générales, agencement	830 392 223	43 819 539		16 436 569	1 960 156	859 735 349
Installations, matériels	700 111 756	33 672 320		23 208 632	797 543	711 362 987
Autres immos. Corporelles :						
Installations techniques, matériels et outillages						
Matériel de transport	399 357			33 105		366 251
Matériel de bureau et informatique, mobilier	95 167 749	6 689 180		2 329 777	54 454	99 581 607
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations en cours	40 938 384	72 996 812	53 755 000	94 298	1 667 743	61 753 567
Avances et acomptes	820 887	18 994				839 881
TOTAL IMMOS CORPORELLES	2 268 330 024	168 960 430	54 035 000	49 864 564	4 469 896	2 337 860 713
Participations	83 977 619	12 916 946	2 000 629	16 877 534		78 016 401
Autres immobilisations financières	6 837 867	617 954		140 918		7 314 902
TOTAL IMMOS FINANCIERES	90 815 486	13 534 899	2 000 629	17 018 453		85 331 304
TOTAL	2 359 145 510	182 495 329	56 035 629	66 883 017	4 469 896	2 423 192 017

4.1.3. Amortissements des immobilisations incorporelles

	Amortissement au 31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2019
Frais établissement	91 367					91 367
Fonds acquis ou reçus						
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	91 029 992	4 219 022	436 393		1 488	94 814 109
TOTAL	91 121 358	4 219 022	436 393		1 488	94 905 475



Carrefour



4.1.4. Amortissements des immobilisations corporelles

	Amortissement au 31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2019
Terrains						
Constructions et agencements	969 162 977	71 557 945	21 272 141		1 061 224	1 020 510 005
Installations - Matériels	528 686 948	47 855 265	22 307 519		388 472	554 623 167
Autres Immos corporelles	83 238 874	6 772 083	2 334 998		31 415	87 707 373
TOTAL	1 581 088 798	126 185 293	45 914 658		1 481 111	1 662 840 545

4.1.5. Malis Techniques

	Montant Net à l'ouverture	Montant Brut à la clôture	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Montant Net à la clôture
Fonds de Commerce	78 903 319	118 836 493		35 129 943	83 706 550
Terrain	564 438	284 438			284 438
Construction	1 254 409	2 111 493	1 071 142		1 040 350
Autres immobilisations corporelles					
Titres de Participation	72 704	502 783		430 078	72 704
TOTAL	80 794 870	121 735 206	1 071 142	35 560 021	85 104 042

4.1.6. Stocks d'immobilisations

	Valeur brute au 31/12/2018	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur brute au 31/12/2019	Provisions	Valeur nette au 31/12/2019
TOTAL							

4.1.7. Etat des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut au 31/12/2019	Moins d'un an	Plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	8 997 697		8 997 697
Créances rattachées à des participations	1 725 423		1 725 423
Prêts	218 752		218 752
Autres immobilisations financières	7 053 522		7 053 522
ACTIF CIRCULANT :	2 371 272 582	2 369 401 407	1 871 175
Créances clients	1 341 630 820	1 341 630 820	
Etat : impôts et taxes diverses	51 131 287	51 131 287	
Autres créances	935 269 027	935 269 027	
Charges constatées d'avance	43 241 448	41 370 273	1 871 175
TOTAL	2 380 270 279	2 369 401 407	10 868 872
Montants des prêts accordés au cours de l'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			

4.1.8. Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Autres Immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	30 952 911
Autres créances	451 846 197
Disponibilités	
TOTAL	482 799 108



4.2. PASSIF

4.2.1. Capital Social

Le capital social est de 100 347 710 euros divisé en 20 069 542 actions de chacune 5,00 euros.

Aucune modification sur l'année.

4.2.2. Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Distributions de dividendes	Affectation du résultat N-1	Virement de poste à poste	Apports, fusions	Clôture
Capital	100 347 710							100 347 710
Prime d'émission, fusions, Apport	265 234 999						- 6 552	265 228 447
Ecart de réévaluation								
Réserve légale	10 034 771							10 034 771
Réserves réglementées								
Autres réserves	197 009							197 009
Report à nouveau					-51 456 641			-51 456 641
Résultat de l'exercice	-51 456 642	103 729 999			51 456 641			103 729 999
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées	86 108 935	14 541 679	12 886 238				6 552	-87 770 928
TOTAL	410 466 782	118 271 678	12 886 238				-0	515 852 223



Carrefour



4.2.3. Détail des provisions par nature

	Valeur brute au 31/12/2018	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2019
Provisions réglementées :	86 108 935	14 541 679	12 886 238	6 552	87 770 928
- Amortissements dérogatoires	86 108 935	14 541 679	12 886 238	6 552	87 770 928
- Provisions pour hausse de prix					
- Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques et charges :	194 710 808	59 681 430	60 718 869		193 673 370
- Provisions risque clients	6 080 320	6 922 811	4 746 160		8 256 971
- Provisions risque fournisseur	4 306 226	3 637 990	3 757 194		4 187 021
- Provisions risque personnel	2 433 454	1 072 403	1 044 265		2 461 592
- Provisions risques litige contrats procès	4 252 808	645 939	842 553		4 056 194
- Provisions autres risques	50 613 718	33 925 294	29 295 585		55 243 427
- Provisions charges IDR	93 043 362	13 174 976	0		106 218 338
- Autres provisions pour charge	33 980 920	302 017	21 033 110		13 249 827
Provisions pour dépréciation :	259 702 206	85 719 153	60 721 837		284 699 522
- Sur immobilisations incorporelles	122 649 983	28 771 429	1 786 471		149 634 941
- Sur immobilisations corporelles	18 222 104	6 454 955	7 702 448		16 974 610
- Sur immobilisations financières	29 628 596	611 996	3 830 491		26 410 101
- Sur stock	17 186 971	17 466 280	17 059 141		17 594 111
- Sur actif circulant clients douteux	67 988 238	30 133 007	28 560 704		69 560 541
- Sur actif circulant fournisseurs débiteurs	4 026 315	2 281 485	1 782 582		4 525 219
TOTAL	540 521 949	159 942 262	134 326 943	6 552	566 143 820
Dont :					
- Exploitation		108 117 124	83 566 782		
- Financier		1 650 058	6 712 707		
- Exceptionnel		50 175 081	44 047 712		



4.2.4. Etat des échéances des dettes

DETTE	Montant brut au 31/12/2019	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 420 305	405 151	1 015 154	
Emprunts et dettes financières divers	13 908 431			13 908 431
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 777 109 991	2 777 093 966	16 025	
Personnel et comptes rattachés	85 461 806	85 461 806		
Dettes sécurité sociale et organismes sociaux	77 746 817	77 746 817		
Dettes fiscales	117 101 026	117 101 026		
Autres dettes	119 821 899	119 821 899		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	71 151 210	71 151 210		
Produits constatés d'avance	857 044	857 044		
TOTAL	3 264 578 529	3 249 638 919	1 031 179	13 908 431
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	455 838			

4.2.5. Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Emprunts et dettes établissements de crédit	1 999
Fournisseurs et comptes rattachés	266 548 337
Dettes fiscales et sociales	216 854 700
Autres dettes	68 385 566
Fournisseurs et comptes rattachés Immobilisations	60 009 850
TOTAL	611 800 452

4.2.6. Charges et produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Charges constatées d'avance	43 241 448			43 241 448
Produits constatés d'avance	857 044			857 044



A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'D' or similar character.

4.3. RESULTAT

4.3.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Montants
<u>Répartition par secteur d'activité :</u>	
- Ventes de marchandises en l'état	20 632 008 549
- Productions de biens	741 349 579
- Prestations de services	183 435 019
	21 556 793 147
<u>Répartition par marché géographique :</u>	
- France	21 485 146 207
- Etranger	71 646 940
	21 556 793 147



Carrefour



4.3.2. Produits et charges exceptionnels

Produits et charges exceptionnels	Montants
Produits exceptionnels :	49 122 147
- Sur opérations de gestion	3 011 518
- Rentrées sur créances amorties	35 630
- Produits de cession sur immobilisations incorporelles	342 812
- Produits de cession sur immobilisations corporelles	1 502 290
- Produits de cession sur immobilisations financières	182 185
- Autres produits sur opérations en capital	
- Reprise et Reliquats amortissements dérogatoires	12 886 238
- Reprise provisions pour investissements	
- Reprise provisions pour hausse de prix	
- Reprise provisions risques légaux	
- Reprise provisions pour litiges divers	631 444
- Reprise provisions autres risques et charges	21 041 110
- Reprise provisions dépréciation d'actif	9 488 919
Charges exceptionnelles :	75 239 038
- Sur opérations de gestion	17 771 780
- Frais de personnel	1 477 450
- Amendes et Pénalités	882 066
- Valeur comptable des immobilisations incorporelles cédées	859 687
- Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	3 949 906
- Valeur comptable des immobilisations financières cédées	120 000
- Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	
- Dotations aux amortissements dérogatoires	14 544 748
- Dotations provisions pour investissement	
- Dotation provisions pour hausse de prix	
- Provisions pour risques légaux	
- Dotations provisions pour litiges divers	
- Dotations provisions autres risques	407 017
- Dotation provision dépréciation d'actif	35 226 384

4.3.3. Participation des salariés

La société entre dans le champ de l'accord dérogatoire de la participation groupe dont les éléments de calcul et le périmètre ont été renégociés avec les partenaires sociaux le 29/06/2018.

4.3.4. Impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	171 460 694	50 202 691
Résultat exceptionnel - participation	-30 172 782	-12 642 812
Contribution sociale de 3.3 %		2 002 783
Ecart IS N-1		-2 004 749
TOTAL :	141 287 912	37 557 913

Les avoirs fiscaux et crédits d'impôt sont déduits de l'impôt sur résultat courant.
Les plus ou moins values et les corrections d'ordre fiscal sont retenues en fonction de leur nature.



5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

Le montant des emprunts contractés auprès des établissements de crédits s'élève à 1 241 871 euro.

5.2. IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL

	Terrains	Constructions	Installations, matériels, outillages	Autres (Matériel informatique)	Total
Coût d'entrée					
Amortissements :					
- Cumul exercices antérieurs					
- Dotations exercices					
VALEUR NETTE					
Redevances payées					
- Cumul exercices antérieurs					
- Montant de l'exercice					
TOTAL					
Redevances restant à payer					
- A un an au plus					
- A plus d'un an et moins de 5 ans					
- A plus de 5 ans					
TOTAL					



[Signature]

5.3. ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

	Situation en fin d'exercice	Montant de l'impôt
CREANCES :		
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation		
Provisions pour dépréciation Immobilisations	165 916 983	51 434 265
Provisions pour dépréciation des stocks	17 466 280	5 414 547
Provisions pour dépréciation autres actifs circulants	7 066 675	2 190 669
Provisions Risques et Charges	156 639 513	48 558 249
Participation	4 051 741	1 256 040
Provisions pour congés payés		
Contribution sociale de solidarité, taxe sur les grandes surfaces	34 045 389	10 554 071
Abattements sur stock	1 989 049	616 605
Fidélité	1 544 377	478 757
TOTAL :	392 361 318	120 503 203
DETTES :		
Provisions Risques et Charges		
Provisions réglementées :		
- Provision pour hausse des prix		
- Amortissements dérogatoires	87 770 928	27 208 988
Subventions d'équipement		
Plus-values de fusion restant à réintégrer	-147 824 401	-45 825 564
Coupons d'obligations non déchus		
TOTAL :	-60 053 473	-18 616 577
ELEMENTS A IMPUTER :		
Moins-values à long terme		
Amortissements différés		
Déficits reportables fiscalement		
TOTAL :		
ELEMENTS DE TAXATION EVENTUELLE :		
Réserve spéciale des plus-values à long terme		
Provision pour investissement		
TOTAL :		



Carrefour



5.4. INCIDENCES DES DISPOSITIONS FISCALES SUR LE RESULTAT

Incidences des dispositions fiscales sur le résultat	Montants
Résultat net de l'exercice	103 729 999
Impôt sur les bénéfices et contributions additionnelles (y compris impact CICE et CIR)	37 557 913
Résultat avant impôt	141 287 912
<u>Variation des dotations et reprises de provisions réglementées :</u>	1 661 993
- Amortissements fiscaux dérogatoires	1 661 993
- Provision pour hausse des prix	
- Provision pour investissement	
Résultat avant impôt hors incidences des dispositions fiscales	142 949 905

5.5. VENTILATION DE L'EFFECTIF

Effectifs	Personnel salarié
Cadres	1 675
Agents de maîtrise	1 275
Employés, ouvriers	21 328
TOTAL :	24 277

5.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.6.1. Les engagements liés à la responsabilité d'associé

Engagements	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	TOTAL
Engagements liés à la responsabilité d'associé (1)		258 452	870 411		1 128 863

(1) La quote-part de la société dans l'actif de ces SNC ou SC est de : 90 012

5.6.2. Les engagements donnés et les engagements reçus

Engagements donnés	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à la trésorerie :				
- Cautions	6 750 000	6 750 000		
- Nantissements	1 206 574	329 651	876 923	
- Autres	35 296	19 848	15 448	
Liés aux acquisitions de titres :				
- Engagements d'achats de titres	13 252 000		11 821 000	1 431 000
- Garanties de passifs				
- Engagement vente de titres				
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements d'achat de fonds				
- Engagements de vente de fonds				
Liés aux locations	427 667 955	136 069 365	224 664 478	66 934 112
Liés aux prestations de services	3 000 000	3 000 000		
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	17 859 453	25 000	100 000	17 734 453
TOTAL	469 771 278	146 193 864	237 477 849	86 099 565
Engagements reçus	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	185 456 390	41 138 545	123 879 889	20 437 957
Créances garanties	356 058 126	257 883 842	57 125 416	41 048 869
Liés aux acquisitions de titres :				
- Options d'achat de titres				
Liés aux acquisitions de biens immobiliers :				
- Options de biens immobiliers				
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements de ventes de fonds	90 000		90 000	
Liés aux locations	3 003 791	1 546 466	1 250 557	206 768
Liés aux locations gérance	17 521 202	16 474 681	1 046 521	
TOTAL	521 080 641	317 043 533	183 392 383	61 693 593



Carrefour



5.7. IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de :

CARREFOUR SA

Au capital de 2 018 163 760 euros

Ayant son siège social à : MASSY Cedex (91300)

93, Avenue de Paris

R.C.S EVRY 652 014 051

INTEGRATION FISCALE

Notre société est intégrée fiscalement depuis le 01/01/2002 dans Carrefour SA.

L'impôt constaté par notre société est celui qu'elle aurait supporté si elle était restée imposée séparément.

Cet impôt est détaillé au point 4.3.4

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

(cf. pages suivantes.)

LA CRAU DIS	64 000,00	4 215 451,00	50,00	1 036 300,00	1 036 300,00	500 000,00		25 908 413,00	241 467,00		date des états financiers source : 30-09-2018
MADIS	15 244,00	281 370,00	50,00	1 422 667,38	1 422 667,38	150 000,00		0,00	26 371,00		date des états financiers source : 30-06-2018
PHIVETOL	514 210,00	-2 063 293,85	100,00	3 023 821,65	1 412 484,68			10 183 150,78	-387 379,24		
TROTTEL DISTRIBUTION	470 210,00	4 403 784,63	100,00	11 315 000,00	11 315 000,00			1 708 449,25	-737 490,75		
SALACA	145 856,00	-831 484,00	99,97	3 110 763,50	3 110 763,50			6 867 754,00	-566 610,00		Passage MEQ à IG 06/19
MAJOR	188 838,00	-1 076 755,41	100,00	2 895 465,00	2 055 934,00			141 226,83	-700 066,85		
ZORMAT	110 496,00	2 446 851,46	99,99	5 554 305,00	5 553 500,73			127 429,19	1 537 103,27		
LES CHENES	248 672,00	3 020 578,84	81,60	2 583 493,00	2 583 493,00				-9 515,80		
2) participations (de 10 à 49% capital)											
participations françaises											
MASSEINE	74 240,00	736 145,00	12,07	1 594 206,00	1 078 081,34			13 056 235,00	-381 243,00		date des états financiers source : 31-10-2018
NASOCA	60 980,00	-144 745,00	49,95	1 961 864,25	1 923 536,54	226 677,41		0,00	17 881,00		date des états financiers source : 28-02-2019
PAS DE MENC Vinon sur Verdon	300 000,00	-510 465,00	24,00	2 000 629,00	2 000 629,00			23 111 075,00	15 195,00		date des états financiers source : 31-12-2018
participations étrangères											
B - RESEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS											
FILIALES FRANCAISES				24 217 208,67	4 924 811,79	53 061,25				410 500,00	
FILIALES ETRANGERES											
PARTICIPATIONS FRANCAISES				2 030 389,50	2 006 203,46	225 684,24				286 593,25	
PARTICIPATIONS ETRANGERES											
	4 143 448,00	10 697 146,50		75 788 196,24	49 850 648,60	1 155 422,90	0	100 379 516	-1 092 196	697 093,25	

